

OBSERVATOIRE



## ANALYSE DES EFFETS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE & ÉNERGÉTIQUE

Personnel des cabinets d'avocats et avocats salariés

juin 2024



1  
7

La transition écologique et énergétique comporte quelques opportunités de développement des activités pour les cabinets d'avocats, sous deux principaux aspects :

- La multiplication des lois et exigences réglementaires relatives à la transition écologique et énergétique constitue une opportunité de conseil et d'assistance de la part des avocats vis-à-vis de leurs clients particuliers, entreprises, collectivités ou associations. Ainsi, qu'il s'agisse de projets privés ou publics, de négociation ou rédaction de contrats, d'immobilier, de transport, de consommation, etc., l'avocat peut potentiellement intervenir à toutes les étapes du dossier (audit, analyse, consultation, médiation, contentieux) sur des sujets de réglementation énergétique, de protection environnementale et de la biodiversité, de respect des droits humains.
- La généralisation des vérifications de conformité demandera plus de compétences en matière de droit de

l'environnement, de gestion des déchets ou de droit de l'eau par exemple. Plusieurs cabinets d'avocats se spécialisent dans ce domaine et développent ainsi un marché croissant de conseil et d'assistance juridique, y compris dans des affaires impliquant de grandes organisations (pollution du village de Grézieu-la-Varenne dans le Rhône, assignation de l'État français par l'ancien maire de la commune de Grande-Synthe, l'Affaire du siècle, etc.) souvent à l'instigation d'ONG.

Ces nouvelles exigences réglementaires, alliées au renforcement des attentes de justice écologique dans la société, amènent les cabinets d'avocats, à renforcer leurs connaissances juridiques et techniques dans ces domaines, voire à repenser leur écosystème de compétences en s'alliant avec des experts de ces sujets.



## CLÉS DE LECTURE SUR LA BRANCHE PROFESSIONNELLE

### ACTIVITÉS DE LA BRANCHE PROFESSIONNELLE

La branche professionnelle regroupe les employeurs et les salariés des cabinets d'avocats exerçant les activités de rédaction des actes juridiques, d'assistance ou de représentation de leurs clients dans le cadre des procédures judiciaires devant les tribunaux, les organismes disciplinaires ou les autorités publiques.

Dans cette branche professionnelle sont regroupés plusieurs types de métiers tels qu'avocat salarié, juriste, attaché juridique ou assistant juridique.

L'avocat peut exercer son activité d'auxiliaire de justice auprès des particuliers, sociétés, associations ou collectivités. Les avocats peuvent intervenir dans différents cadres de travail et juridictions selon leur(s) spécialité(s) disciplinaires : droit

des affaires, droit administratif, droit civil, droit pénal, etc. L'activité de la branche professionnelle peut s'exercer dans le cadre des conventions collectives nationales des avocats salariés (IDCC 1850) et des personnels des cabinets d'avocats (IDCC 1000).

[https://www.legifrance.gouv.fr/conv\\_coll/id/KALICONT000005636008](https://www.legifrance.gouv.fr/conv_coll/id/KALICONT000005636008)

[https://www.legifrance.gouv.fr/conv\\_coll/id/KALICONT000005635185/](https://www.legifrance.gouv.fr/conv_coll/id/KALICONT000005635185/)

Ces deux conventions sont en cours de fusion conformément à l'accord du 26 juillet 2019 étendu par arrêté du 23 novembre 2020.

### CHIFFRES CLÉS



12 353  
ENTREPRISES<sup>1</sup>



13 734  
ÉTABLISSEMENTS



29 475  
SALARIÉS  
URSSAF\*\*

44 563  
SALARIÉS  
INSEE\*\*\*

<sup>1</sup> Entreprises, établissements et salariés relevant du champ Opcv EP. Source Collecte URSSAF 2023 – Masse salariale 2022. Les établissements employeurs comptabilisés sont ceux avec au moins un salarié, le nombre de salariés est mesuré en ETP.

\*\* Effectif annuel moyen 2022 URSSAF \*\*\* Effectifs au 31/12 2021 INSEE



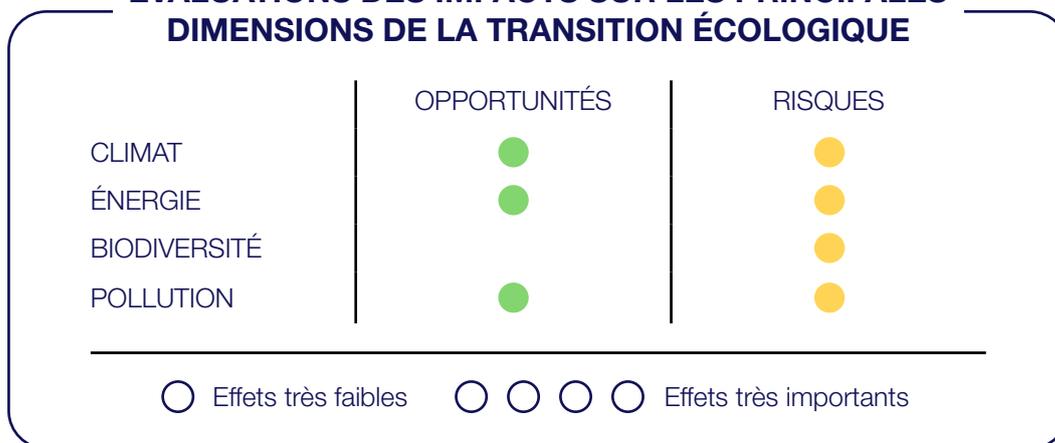
## LES ENJEUX DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGETIQUE

La transition écologique et énergétique représente une opportunité de développement pour la branche professionnelle. La multiplication des lois, règlements, contraintes et exigences légales liés à la transition énergétique et écologique impacte tous les secteurs d'activités de l'économie et du particulier, et tous les clients potentiels des cabinets d'avocats.

Cette évolution concerne particulièrement les avocats d'affaires qui se spécialisent dans l'accompagnement de leurs

clients entreprises ou collectivités, dans les différentes phases et projets de la vie de l'entreprise et sur tous les sujets de transition écologique et énergétique : rédaction et négociation de contrats, analyse législative et réglementaire, réalisation d'audits réglementaires, assistance précontentieuse et contentieuse, sur les sujets d'énergie, d'environnement, de financement vert et d'investissements durables, de RSE et reporting extrafinancier.

### ÉVALUATIONS DES IMPACTS SUR LES PRINCIPALES DIMENSIONS DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE



3  
7



### PRINCIPALES OPPORTUNITÉS

Les activités des cabinets d'avocats devraient connaître un développement en matière de conseil, assistance, représentation, traitement des litiges de leurs clients (entreprises, collectivités et particuliers) dans tous les secteurs d'activités impactés par l'accroissement des exigences légales et réglementaires liées à la transition écologique et énergétique. En plus du développement des activités spécialisées en droit environnemental, cela représente l'opportunité pour les cabinets d'avocats d'élargir leurs activités actuelles dans la plupart des disciplines (droit civil, droit administratif, etc.).



### PRINCIPAUX RISQUES

La multiplication potentielle des parties prenantes et la complexification de la matérialisation de la preuve en matière de droit de l'environnement pourraient s'avérer plus chronophages dans les travaux juridiques de cette discipline, notamment dans un contexte économique plus contraint pour les cabinets d'avocats.

L'archivage, soit papier, soit numérique, constitue pour les cabinets d'avocats un enjeu environnemental important compte tenu de son impact potentiel en matière de production de déchets et de consommation de l'énergie nécessaire à l'alimentation des serveurs.



## LES EFFETS LIÉS AUX QUESTIONS CLIMATIQUES

Il est difficile de déterminer quelles seront les conséquences directes des événements météorologiques extrêmes ou du réchauffement climatique sur la branche professionnelle. À un horizon relativement proche, les avocats devraient notamment connaître des modifications dans tous les domaines touchés par le droit des assurances de

biens et de personnes. Cela sera par exemple le cas en cas d'assistance juridique ou de litiges sur les dommages aux biens (ex. : moyens de preuve et de causalité des sinistres) ou de personnes (ex. : protection du patrimoine en cas de pertes matérielles).



## IMPACTS LIÉS AUX QUESTIONS ÉNERGÉTIQUES

Les effets de la transition énergétique sont relativement mineurs pour les cabinets d'avocats et concernent principalement leur exploitation.

En matière de droit des affaires, nous pouvons noter un accroissement de l'assistance et des litiges en matière de coûts énergétiques (ex. : renégociations de contrats énergétiques).

À surface exploitée équivalente, les cabinets d'avocats vont connaître une augmentation de leurs coûts de fonctionnement due principalement :

- à l'augmentation des coûts de l'énergie et donc des factures d'électricité, de chauffage, de climatisation ;

- à l'obligation de rénovation énergétique de leurs locaux et à la mise aux normes de ceux-ci (Loi ELAN, Dispositif Eco-Energie Tertiaire) ;
- à l'impact des surcoûts de l'énergie fossile dans leurs achats (mobiliers, fournitures, matériel informatique, transports, etc.).

Ces aléas peuvent être atténués par la mutualisation des coûts de fonctionnement dans le cadre de regroupements de plusieurs cabinets d'avocats ou autres professionnels du droit au sein de mêmes locaux.



## LES EFFETS LIÉS AUX QUESTIONS DE RESSOURCES ET DE BIODIVERSITÉ

Les principales ressources consommées par la branche professionnelle sont liées à l'empreinte environnementale du numérique (ordinateurs, smartphones, imprimantes, serveurs, data centers, réseaux).

Celle-ci se mesure sur tout le cycle de vie des équipements numériques : consommation d'eau pour l'extraction des matières premières, consommation de pétrole pour la fabrication des matériaux de synthèse, transport, retraitement des déchets numériques, etc.

Toutefois, une partie de cette empreinte environnementale du numérique remplace la consommation de papier, laquelle a un poids élevé sur la biodiversité végétale, la consommation d'eau et l'affectation des sols. En effet, un emploi tertiaire consomme entre 70 et 80 kg de papier par an d'après l'ADEME, 1 tonne de papier nécessitant, selon les productions, 1,5 à 3 tonnes de bois, plusieurs dizaines de mètres carrés de forêts et a minima 25 000 litres d'eau pour sa production.



## LES EFFETS LIÉS AUX QUESTIONS DE POLLUTIONS, DÉCHETS ET CIRCULARITÉ

**A**fin de répondre aux exigences de stockage et de communication d'informations avec les parties prenantes, les entreprises de la branche professionnelle sont significativement impactées par l'empreinte environnementale du numérique. Elles génèrent indirectement une pollution liée à l'augmentation de l'utilisation des outils et services numériques : impact de la conception des outils numériques (extraction de minerais, coûts énergétiques de fabrication et d'acheminement des matériels) et émissions de gaz à effet de serre (GES) liées à l'utilisation des services (fonctionnement des serveurs et data centers, des services et applications numériques, etc.).

L'utilisation des matériels numériques génère une production importante de déchets due à l'obsolescence rapide

du matériel, ce qui entraîne des renouvellements fréquents (selon l'ADEME, la durée de vie moyenne d'un ordinateur étant de 4 ans, tous les ans, 25 % d'un parc informatique constitue un déchet). La sensibilisation à la réparabilité du matériel informatique (ex. : indice de réparabilité) est un levier d'optimisation sur cet aspect.

Enfin, l'utilisation et le stockage du papier restent partiellement compensés par le recyclage. En effet, en 2022, le papier représente en moyenne 75 % du poids total des déchets de bureau et seulement 25 % du papier consommé fait ensuite l'objet d'un recyclage en aval, notamment du fait du stockage (15 % du papier consommé provenant du recyclage en amont).



## LES TERRITOIRES ET LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE



### VARIATIONS MILIEU RURAL / MILIEU URBAIN

**5**  
**7** Les travaux n'ont pas permis, en 2023, d'identifier de variations significatives sur cet aspect pour cette branche professionnelle.

En effet, la problématique potentielle des déplacements plus longs en milieu rural, que l'on retrouve dans d'autres professions juridiques, ne se pose pas de manière aussi significative pour les avocats, en dehors des déplacements depuis et vers les juridictions qui se trouvent dans les centres urbains.



### SINGULARITÉS RÉGIONALES

Les travaux n'ont pas permis, en 2023, d'identifier de variations significatives sur cet aspect pour cette branche professionnelle.



## TENDANCES À L'HORIZON 2030

Les travaux n'ont pas permis, en 2023, d'identifier de tendances significatives sur cet aspect pour cette branche professionnelle. Toutefois, selon les professionnels, la

croissance des actions de groupe en matière environnementale pourrait constituer une hypothèse d'évolution de l'activité, mais les effets demeurent incertains.



## LES EFFETS SUR LES MÉTIERS ET LES COMPÉTENCES

### PRINCIPAUX MÉTIERS DE LA BRANCHE PROFESSIONNELLE AVEC UN EFFET LIÉ À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

Tous les personnels des cabinets d'avocats sont impactés à différents stades du processus juridique ou judiciaire, notamment les avocats salariés, les juristes, les attachés juridiques, les assistants et secrétaires juridiques.

### PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DES MÉTIERS DE LA BRANCHE PROFESSIONNELLE LIÉES À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE

Le contenu et l'organisation des métiers des cabinets d'avocats ne devraient pas significativement être impactés par la transition écologique et énergétique.

Toutefois, en matière de veille juridique, l'intégration des « legal tech » en parallèle de la transition écologique devrait

favoriser cette veille avec une forte productivité (ex. : IA pour la complétude et la structuration de la recherche juridique). Néanmoins, la complexité des enjeux, de la matérialisation de la preuve et l'élargissement des parties prenantes devraient toujours favoriser une forte dimension humaine en matière de droit de l'environnement.

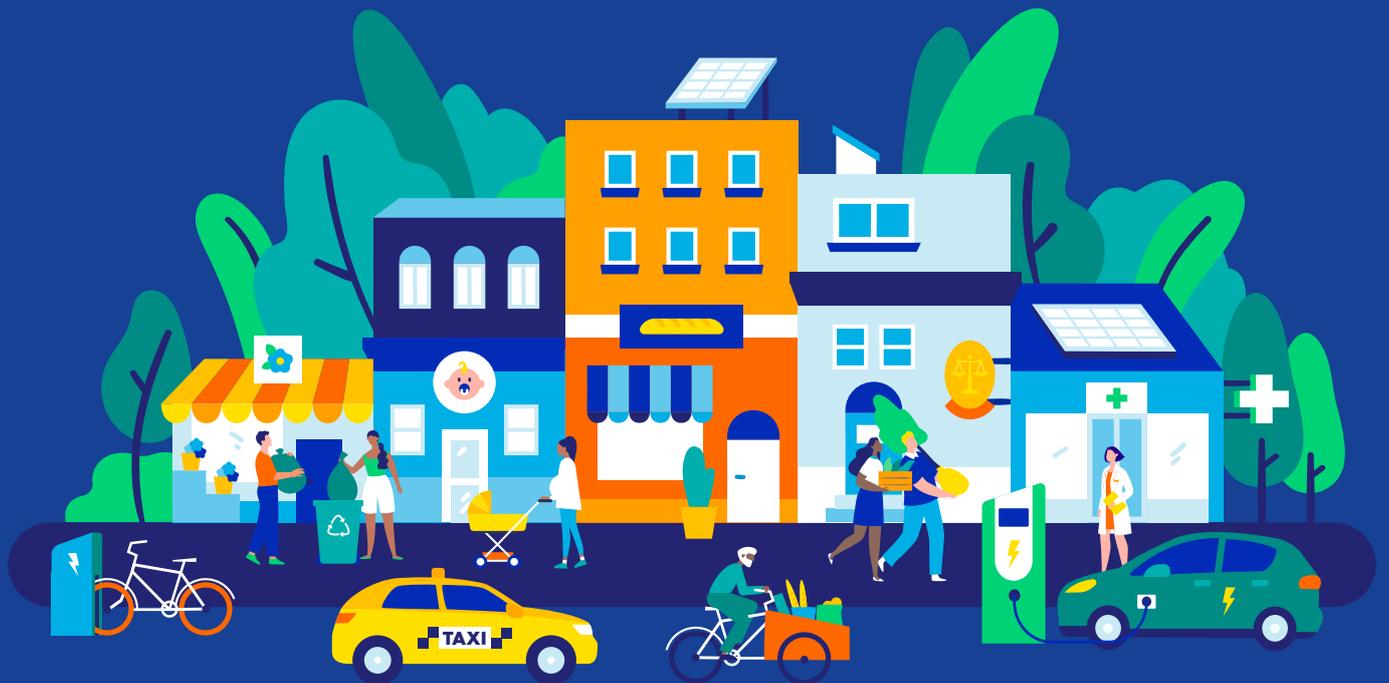
### ÉVOLUTIONS DE COMPÉTENCES ATTENDUES DANS LA BRANCHE PROFESSIONNELLE

Le droit de l'environnement nécessitera pour les avocats et les juristes de régulièrement actualiser leurs connaissances au travers d'une veille régulière.

La capacité à évaluer un préjudice (ex. : préjudice environnemental, surcoûts énergétiques) devrait également être affectée en matière de droit civil, de droit de l'immobilier, de droit des assurances ou encore de droit des affaires.

Ces évolutions concerneront à la fois les processus d'assistance et judiciaires.

Les assistants et secrétaires juridiques devront être formés et développer des compétences sur les questions environnementales et énergétiques afin de gérer efficacement les dossiers clients liés à ces domaines. Ils devront également instaurer une veille juridique permanente sur les évolutions de la réglementation environnementale.



## GLOSSAIRE ET DÉFINITIONS UTILES

- **Énergie**: production, distribution, gestion et consommation d'une énergie par ou pour les entreprises de la branche. Elle est d'origine renouvelable (solaire, éolienne...) ou non (pétrole, gaz naturel, charbon...).
- **Changement climatique**: modification durable des conditions climatiques (températures, pluviométrie, élévation du niveau de la mer, phénomènes exceptionnels...) du fait des activités humaines, des mesures pour limiter ces phénomènes ou atténuer leurs effets.
- **Pollutions/déchets**: présence excessive de résidus solides, liquides ou gazeux résultant de l'activité humaine, néfastes pour les écosystèmes et/ou la santé humaine.
- **Circularité ou économie circulaire**: activité économique limitant la consommation ou le gaspillage de ressources (eau...), par l'éco-conception d'un produit/service ou la revalorisation de ressources déjà utilisées.
- **Ressources et biodiversité**: éléments naturels d'intérêt économique (minéraux, eau potable etc.) et êtres vivants de toutes origines (espèces faune/flore et populations par espèce, écosystèmes aquatiques...).

## PROJET ET MÉTHODOLOGIE

Cette étude a été réalisée par Opco EP dans le cadre de l'Engagement de Développement de l'Emploi et des Compétences (EDEC) transition écologique et énergétique cofinancé par l'État (DGEFP) avec le concours des cabinets Model RH, Olecio et EY.

Le projet d'Opco EP a pour finalité de déployer une méthode d'analyse des effets de la transition écologique et énergétique (TEE) sur les modèles économiques des entreprises de proximité pour mieux les accompagner dans l'anticipation de leurs besoins métiers et compétences en lien avec la TEE.

Méthodologiquement, les travaux ayant permis l'élaboration de cette note s'appuient sur :

- Une grille d'analyse spécifiquement conçue pour l'analyse complète des effets de la transition écologique et énergétique sur les entreprises de

proximité. Cette grille combine les approches françaises et internationales les plus robustes tout en s'adaptant à la réalité des entreprises de proximité. Elle permet de repérer l'ensemble des enjeux et leurs impacts potentiels sur les besoins métiers/compétences.

- Une recherche documentaire large pour tous les sujets du périmètre (énergies, climat, biodiversité, pollutions, ressources dont eau potable, etc.), couvrant l'ensemble des publications (spécialisées et grand public) de la branche professionnelle et de la filière nationale dans laquelle elle s'inscrit (principales sources utilisées ci-dessous).
- Une traduction des enjeux écologiques proposée par les experts auprès de la branche professionnelle, débattue au travers d'entretien(s) d'affinage des résultats avec des experts et d'ateliers multibranches.

## SOURCES

Dalloz Actualités, 2021	Responsabilité sociale et environnementale, les avocats ont aussi un rôle à jouer : <a href="https://www.dalloz-actualite.fr/flash/responsabilite-sociale-et-environnementale-avocats-ont-aussi-un-role-jouer">https://www.dalloz-actualite.fr/flash/responsabilite-sociale-et-environnementale-avocats-ont-aussi-un-role-jouer</a>
L'Usine Nouvelle, 2021	Loi Climat : le droit au cœur de la transition écologique : <a href="https://www.usinenouvelle.com/article/avis-d-expert-loi-climat-le-droit-au-c-ur-de-la-transition-ecologique.N1060144">https://www.usinenouvelle.com/article/avis-d-expert-loi-climat-le-droit-au-c-ur-de-la-transition-ecologique.N1060144</a>
Village de la Justice, 2022	La responsabilité sociétale des cabinets d'avocats -2022 : un levier pour le monde d'après ? <a href="https://www.village-justice.com/articles/responsabilite-sociale-des,17969.html">https://www.village-justice.com/articles/responsabilite-sociale-des,17969.html</a>
Barreau de Paris, 2023	Développement durable : présentation de la commission. <a href="https://www.avocatparis.org/developpement-durable">https://www.avocatparis.org/developpement-durable</a>

En complément des recherches documentaires, des entretiens ont pu être réalisés avec des professionnels et/ou des experts de la branche professionnelle.